

La politique européenne de transport maritime au regard des enjeux de développement durable et des engagements climat

Déclaration du groupe de la Mutualité

L'Europe peut s'appuyer sur une forte tradition maritime. Elle dispose d'atouts, d'un potentiel énorme, qui la positionnent comme parmi les premières puissances maritimes mondiales en ce qui concerne le transport maritime.

La stratégie européenne de transport maritime à l'horizon 2017 est cruciale afin de renforcer la compétitivité, mais aussi la durabilité de ce secteur, qui représente un mode de transport efficace, mais également un mode de transport d'avenir. Dans le cadre de la révision de cette stratégie, l'objectif de cet avis vise à mettre en avant les dimensions sociales et environnementales jusqu'alors trop souvent négligées.

Le groupe de la mutualité soutient l'objectif, poursuivi dans l'avis, d'harmoniser par le haut les réglementations sociales qui constituent un facteur de concurrence déloyale. À ce titre, la lutte contre le dumping social doit s'inscrire dans le cadre de la construction d'une Europe dotée de droits sociaux qui, je vous le rappelle, a fait l'objet d'un avis de notre part.

Améliorer les conditions de travail, remédier à la pénurie de main d'œuvre qualifiée, mettre en place des mesures en matière de qualification professionnelle constituent dès lors des priorités pour la politique en matière de transport maritime. La formation doit à la fois jouer sur les notions de sécurité, de nouvelles technologies et de nouvelles techniques, ainsi que sur une meilleure connaissance des enjeux environnementaux.

Le groupe souhaite insister sur le volet de santé environnementale car la lecture de l'avis est sidérante. Selon une étude, 60 000 décès prématurés seraient causés chaque année, en Europe, par les émissions des polluants atmosphériques liés au transport maritime et coûteraient 58 milliards d'euros aux différents services de santé. Les populations les plus exposées, hormis les gens de la mer, sont les habitants et habitantes des régions côtières. Par ailleurs les pollutions diverses (marées noires, dégazages, déballastages) sont responsables de dégâts considérables sur la faune et la flore marine, mais aussi sur la santé humaine. Les impacts économiques sont par ailleurs conséquents. Il faut donc agir, et agir vite, en renforçant la recherche et la collecte d'informations sur les dommages causés par ces pollutions, mais aussi imposer une réglementation européenne efficace.

L'innovation peut jouer ici un rôle très important car elle permet d'améliorer des conditions de travail des professionnels de la mer, mais aussi de favoriser des technologies plus respectueuses de l'environnement ; le navire de demain doit devenir un navire plus économe, plus propre et plus sûr. La garantie d'une concurrence équitable dans un contexte mondialisé nécessite la recherche d'un cadre protecteur pour les gens de la mer en termes de formations, d'emplois, mais aussi de protection sociale. Elle exige aussi la prise en compte de l'impact environnemental et la mise en place de mesures pour réduire l'ensemble des émissions et déchets. Sur ces deux points de vue importants, l'avis émet des préconisations au niveau européen qu'il sera indispensable de défendre au niveau mondial.

C'est pourquoi le groupe de la mutualité a voté l'avis.